

NOTE INFORMATIVE AUX ACTEURS HDP TRAVAILLANT DANS LES TERRITOIRES DE BENI ET LUBERO

Mai 2025

0. Orientation générale

Le Conflict Sensitivity Hub génère des notes explicatives sur la surveillance du contexte, pouvant aider les intervenants HDP¹ à mieux incorporer la sensibilité aux conflits dans leurs activités et procédures organisationnelles. Étant donné que la situation à l'est de la RDC peut changer rapidement, ces notes sont particulièrement pertinentes et bénéfiques lorsqu'elles sont produites et utilisées dans un délai relativement court. Néanmoins, elles demeurent bénéfiques sur le long terme pour documenter les évolutions dans le contexte et préserver un souvenir des événements susceptibles d'enrichir un processus d'apprentissage. Ce document a pour but de donner aux acteurs HDP des informations sur les évolutions récentes du contexte de conflit dans les territoires de Beni et Lubero afin d'ajuster leurs interventions au contexte.

1. Dynamiques récentes des conflits

Au Nord-Kivu, les offensives de la coalition Mouvement du 23 mars (M23) et Alliance Fleuve Congo (AFC) appuyées par les Forces armées rwandaises (RDF)² ont abouti à la prise de Goma à la fin du mois de janvier 2025 et celle de Bukavu (Sud-Kivu) en février 2025. Cette avancée a contraint les autorités provinciales à se replier vers Beni et Uvira respectivement pour les provinces du Nord et du Sud-Kivu, en créant une instabilité politique, économique, institutionnelle et militaire accrue.

Dans cette province du Nord-Kivu, l'état de siège est toujours en cours³. Le Gouverneur militaire s'est installé à Beni et continue à diriger, tant soit peu, la partie de la province qui lui reste. Dans les territoires de Beni et Lubero⁴, les conflits armés se sont étendus, impliquant divers groupes armés locaux, les Forces Armées de la RDC (FARDC), les milices dites Wazalendo, ainsi que les Allied Democratic Forces (ADF). Malgré le contrôle de l'État congolais sur le territoire de Beni et une partie de Lubero, cette zone reste sujette à de multiples actes récurrents de violence et à une insécurité accrue due à la présence de nombreux groupes armés (GA) et à l'activisme des ADF. Les FARDC et leurs alliés Wazalendo se trouvent actuellement au sud de la ville de Lubero et dans le territoire de Beni. Leur présence est critiquée étant donné qu'ils n'arrivent pas à assurer la sécurité des personnes

¹ Humanitaire, Développement et Paix

² [Rapport à mi-parcours](#), Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, 27 décembre 2024

³ Proclame le mois de mai 2021 par le gouvernement congolais.

⁴ Appelée le Grand Nord.

et de leurs biens. Dans les deux territoires, certaines milices continuent à se battre contre les forces rebelles, mais on observe aussi des affrontements entre milices pro-gouvernement et pro-M23⁵.

Selon des sources locales, l'UPDF (Ugandan People Defense Forces) aurait demandé au M23 de ne pas progresser davantage vers le nord, les contraignant à se replier d'environ 50 km jusqu'à l'agglomération de Kipese. Cette coordination apparente entre l'UPDF et le M23 soulève des interrogations sur une éventuelle connivence entre l'armée ougandaise et la coalition AFC/M23. Le front vers Lubero semblerait figé aux confins des zones d'influence du Rwanda et de l'Ouganda, reproduisant les lignes de fractures géopolitiques héritées des conflits régionaux de 1998 et 2000⁶. Néanmoins, même si le front Lubero s'est arrêté, la coalition M23/AFC, appuyée par l'armée rwandaise, a pris une autre voie menant vers le lac Edouard. La situation reste donc tendue dans le territoire de Lubero. Les dernières zones de ce territoire à être occupées par les rebelles du M23/AFC incluent la localité de Lunyasenge, située à la côte ouest du Lac Édouard. Les rebelles ont pris le contrôle de cette zone le 2 mai 2025 et de nombreux habitants ont fui vers des localités voisines comme Kyavinyonge et Kasindi⁷.

2. Impact des changements sur la dynamique locale de conflits

Perte de confiance envers les FARDC et ses alliés :

Dans plusieurs zones du territoire de Lubero, des cas de pillages attribués aux FARDC ont été régulièrement rapportés. Ce comportement contribue à renforcer la méfiance d'une population déjà désabusée par l'inefficacité des opérations militaires contre les groupes armés depuis des décennies. Ce déficit de résultats a profondément affecté les relations entre la population civile et l'armée dans cette partie de la province du Nord-Kivu.

Crainte des compétitions autour des ressources naturelles :

Les dynamiques sociales et économiques à Beni et Lubero restent profondément influencées par les tensions ethniques et les rivalités géopolitiques⁸. La compétition pour le contrôle des ressources naturelles, aggravée par les ingérences régionales, ravive les antagonismes entre les communautés Nande, Hutu et Tutsi. L'avancée du M23 – perçu comme un mouvement protecteur des Tutsi – renforce les craintes de marginalisation de certaines communautés, surtout dans le territoire de Lubero.

Renforcement des groupes armés :

La défense des intérêts socio-économiques pourrait conduire au renforcement des milices communautaires. En effet, les milices, souvent adossées à des identités ethniques spécifiques, se disputent le contrôle des gisements miniers et des axes de transport stratégiques, renforçant ainsi un cycle de conflits territoriaux et économiques de plus en plus complexe.

⁵ Dans le sud de Lubero, les affrontements entre la Coalition des Mouvements pour le Changement (CMC) et le Front des Patriotes pour la Paix - Armée du Peuple (FPP-AP), qui n'a pas rallié le M23, se sont intensifiés. Le 9 avril, des combats ont éclaté dans le groupement Itala, au sud-est de Bwavywa.

⁶ Suite à la campagne de l'AFDL contre Mobutu, l'Uganda et le Rwanda avaient tacitement «divisé» le nord du Kivu en zone d'influence. Le grand Nord sous influence de Kampala et le reste sous la coupe du Rwanda

⁷ [RDC : L'AFC/M23 avance vers le Nord du lac Édouard et prend le contrôle de Lunyasenge | Actualite.cd](#)

⁸ [Note-de-synthese-sur-les-dynamiques-de-conflits-Beni_Lubero.pdf](#), Conflict Sensitivity Hub, Mars 2025

Déplacements continus des populations et ses conséquences :

Les affrontements entre les FARDC et le M23 dans le sud du territoire de Lubero ont entraîné le déplacement de plus de 290 000 personnes, perturbant gravement les activités économiques locales, notamment l'agriculture et le commerce.

Implications économiques négatives :

Sur le plan économique, la présence du M23 sur des axes routiers stratégiques, notamment la route nationale 4, reliant Beni à Goma, a fortement perturbé les échanges commerciaux dans la région. Les transporteurs sont désormais contraints d'emprunter des itinéraires détournés via l'Ouganda ou le Rwanda, ce qui entraîne une hausse des coûts logistiques et des taxes, avec pour conséquence une augmentation notable des prix des produits de base sur les marchés locaux⁹.

3. Changements par rapports aux acteurs

Les principaux acteurs et parties aux conflits dans les territoires de Beni et Lubero sont restés les mêmes bien que des alliances soient faites et d'autres défaites pour faire face essentiellement à l'avancée de la coalition AFC/M23. Les entités administratives et acteurs politico-admiratifs sont les hommes politiques jouissant d'un leadership influent sur l'environnement politique et administratif des territoires de Beni et de Lubero. Des sources officielles¹⁰ ont soutenu, par le passé, que ces derniers entretiendraient des liens étroits avec les milices locales maï-maï constituées de jeunes locaux qu'ils utiliseraient comme bouclier protecteur de leurs intérêts économiques.

Les acteurs armés, notamment les FARDC¹¹, UPDF, le M23¹², les VDP¹³, la MONUSCO¹⁴, les ADF¹⁵, les groupes armés maï-maï, ont également été très actifs dans les deux territoires, surtout dans le domaine de l'économie de guerre. Un amalgame d'acteurs armés et civiles est impliqué dans des réseaux parallèles. Ces acteurs opérant dans la contrebande de minerais, de bois, de cacao ou de carburant trouvent des opportunités accrues dans le chaos, mais leur marge de manœuvre devient de plus en plus risquée et instable¹⁶. Selon des sources officielles, la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) entretiendrait des liens d'intérêts stratégiques avec certains militaires FARDC et certains groupes armés¹⁷. Les minerais (or), le commerce de bois rouge, le commerce de cacao, l'importation de carburant sont les plus prisés pour la contrebande impliquant les groupes terroristes ADF et alimentant ainsi les guerres¹⁸.

⁹ <https://tazamardc.net/2024/10/10/nord-kivu-les-effets-nefastes-de-la-guerre-du-m23-sur-leconomie-locale/>

¹⁰ Beni/ Général Ekenge : " Certains politiciens manipulent les groupes armés pour que le sang coule ", mediacongo, février 2020

¹¹ Forces Armées de la République Démocratique du Congo.

¹² Mouvement du 23 Mars.

¹³ Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP), également connus sous le nom de Wazalendo. Créés en septembre 2023, les VDP sont composés principalement d'anciens membres des Wazalendo et agissent en tant que force supplétive aux côtés des Forces Armées de la RDC (FARDC).

¹⁴ Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo/

¹⁵ Allied Democratic Forces.

¹⁶ [L'armée congolaise dépassée – Kivu Security Tracker - Desk Africain d'Analyses Stratégiques](#), janvier 2020

¹⁷ [L'armée congolaise dépassée – Kivu Security Tracker - Desk Africain d'Analyses Stratégiques](#), janvier 2020

¹⁸ <https://www.radiomoto.net/2025/02/28/butembo-beni-mgr-sikuli-confiant-a-lupdf-et-rassure-que-le-m23-ne-traversera-pas-la-cite-de-lubero/> Radio Moto (28 février 2025) .

Le Mai-Mai Mazembe, particulièrement actif dans la chefferie de Bashu a récemment signé un accord avec les terroristes ADF-MTM ; le Mai-Mai Kyandenga, présent dans le territoire de Lubero, est également impliqué dans des activités de collaboration avec les ADF ; L'Union des Patriotes pour la Libération du Congo (UPLC), actif dans la région de Baswagha-Madiwe, est impliqué dans des affrontements pour le contrôle des zones minières.

Les acteurs socio-économiques et culturels, notamment les confessions religieuses et les mutualités tribales, considérés très souvent comme des capacités locales pour la paix, n'ont pas été très actifs depuis le début de la crise du M23.

4. Des recommandations opérationnelles pour les acteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix (HDP) dans les zones de Beni et Lubero

1 Pour les activités Humanitaires :

- Prioriser l'aide d'urgence multisectorielle : renforcer les réponses en vivres, abris, santé, WASH et articles de ménager essentiels (AME), en particulier dans les chefferies de Baswagha et Bamate (Lubero) et les zones de retour de Beni.
- Adapter les mécanismes de ciblage et de distribution en faveur des populations déplacées dans toutes les zones.
- Réviser les modalités des interventions en cash : Mener une analyse de contexte approfondie avant toute distribution d'argent liquide (Cash-Based Interventions-CBI) en raison des risques de distorsions économiques et de détournements.
- Accès humanitaire : négocier l'accès avec toutes les autorités de fait, tout en respectant les principes humanitaires de neutralité et d'indépendance. Négocier l'accès ne signifie pas collaborer avec les groupes armés ou les groupes sanctionnés.
- Utiliser des acteurs communautaires neutres ou des leaders religieux impartiaux pour faciliter l'accès aux zones sous contrôle non étatique.

1. Pour les activités de Développement

- Adapter les programmes à l'instabilité prolongée : Suspendre temporairement les programmes structurels dans les zones en conflit actif, notamment dans le sud de Lubero. Concentrez les efforts sur les zones stables (ex. nord de Lubero, Beni-ville) pour renforcer la résilience locale, notamment en agriculture, éducation et infrastructures de base.
- Soutenir les chaînes de valeur locales : Appuyer les circuits courts d'approvisionnement et renforcer la résilience des marchés locaux (notamment dans Butembo et Beni) pour faire face à la hausse des coûts logistiques et taxes dues à l'occupation de la RN4.
- Travailler avec les acteurs économiques responsables : Encourager la FEC locale à adopter une charte éthique afin de limiter les liens entre économie, groupes armés et politiques, surtout dans les secteurs miniers, bois et cacao.

2. Pour les Acteurs de Consolidation de la Paix

- Soutenir les mécanismes communautaires de résolution des conflits : appuyer les initiatives locales de dialogue intercommunautaire pour prévenir l'escalade des tensions identitaires et renforcer les capacités des mutualités tribales locales à jouer un rôle constructif dans la cohésion sociale.
- Documenter les abus : travailler avec des partenaires locaux pour documenter les violences et violations des droits humains (pillage, exécutions, violences sexuelles) et porter ces éléments auprès des instances nationales et internationales (au travers de différents clusters).

- Engager les leaders religieux et coutumiers : Soutenir les actions de sensibilisation à la paix et à la cohabitation menées par les églises et les chefs coutumiers, qui restent des relais d'influence crédibles.

Enfin, tous les acteurs HDP devront tenir compte des **recommandations transversales** suivantes : 1)
2) Suivi du contexte et analyse de risques ; 3) Appui et accompagnement des institutions locales légitimes.